



POLYTECH[®]
TOURS

Département Aménagement

Ecole d'ingénieurs
polytechnique
de l'université de Tours

CITERES
UMR 6173
Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement

Projet de Fin d'Etudes

AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

**Quelle est l'influence de
l'introduction de la notion de
développement durable sur
l'aménagement du territoire ?**



ZEINER Séverine

2010-2011

Directeur de recherche

LARRIBE Sébastien

AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

**Quelle est l'influence de
l'introduction de la notion de
développement durable sur
l'aménagement du territoire ?**

2010-2011

ZEINER Séverine

Directeur de recherche

LARRIBE Sébastien

Avertissement

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

Formation par la recherche et projet de fin d'études en Génie de l'Aménagement

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Afin de valoriser ce travail de recherche nous avons décidé de mettre en ligne les mémoires à partir de la mention bien.

Remerciements

Je tiens à remercier mon tuteur Sébastien Larribe pour son soutien lors de la mise au point de ma démarche de recherche et son suivi et ses précieux conseils au cours de ce travail.

Mes remerciements les plus vifs vont également à Pascaline Robin pour son aide et à Pascale Le Halper et à Marie-Madeleine Talon pour leur disponibilité au centre de documentation du DA.

Sommaire

Remerciements	6
Sommaire	7
Introduction	8
I. Apparition de l'aménagement du territoire et du développement durable à des moments de l'histoire très différents	10
A. Apparition du terme et du concept développement durable	10
B. L'aménagement du territoire avant le développement durable : la reconstruction et l'équilibre comme priorité	15
C. Création d'un lien formel entre aménagement et développement durable ...	18
II. Les applications de ces textes de loi	22
A. La charte constitutionnelle, les Agendas 21 et les Grenelles de l'environnement	22
B. Deux exemples de l'application du développement durable	25
C. Une évaluation des résultats problématique	28
III. L'introduction de la notion de développement a-t-elle entraîné une évolution des formations ?	30
A. Former la population au développement durable	30
B. Une évolution de l'offre en termes de formation en aménagement du territoire	31
IV. De nouveaux projets d'urbanisme	35
A. La concertation au cœur de l'aménagement	35
B. Exemple d'évolution : les nouveaux rôles des espaces publics dans les villes	36
C. L'influence de l'actualité mondiale sur les aménagements français et les attentes en terme de durabilité	37
Conclusion	38
Bibliographie	40
Table des figures	44
Table des matières	45

Introduction

Le concept de développement durable existe depuis les années 1970, d'abord sous le nom d'écodéveloppement, puis sous le nom qu'on lui connaît actuellement. Pourtant ce n'est qu'en 1987, avec le rapport présenté par Mme Gro Harlem Brundtland, qu'il commence à être popularisé. La responsabilité de l'Homme face aux inégalités sociales et à la destruction de son environnement y est reconnue et la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement des Nations Unies demande aux populations de prendre leur développement en main afin de repousser leurs limites techniques pour parvenir à une utilisation rationnelle des richesses de la Terre. Ainsi la recherche d'une nouvelle organisation sociale et d'une nouvelle occupation des territoires devient centrale dans l'évolution à laquelle l'humanité doit parvenir pour éviter la destruction progressive de la planète à laquelle elle tend¹.

C'est dans ce cadre que l'aménagement du territoire intervient puisqu'il doit être fondamentalement transformé pour prendre en compte l'environnement et le contexte social, tout en favorisant le développement des territoires. Ainsi, on observe une évolution sémantique du rôle de l'aménagement. En 1961, Charles de Gaulle en définissait sa pratique de la façon suivante : « Remodellement de la structure et de la figure de la France ». Actuellement on trouve sur le site du ministère une définition bien différente : « Le pôle Aménagement, Logement et Ressources naturelles du ministère (Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature) est un pôle emblématique du concept de développement durable. Il se situe à la croisée des trois piliers (pilier social, pilier économique et pilier écologique) qui fondent le développement durable dans notre pays. »².

Les objectifs affichés par les autorités publiques ont évolué au cours de ces dernières années. La vulgarisation du développement durable entraîne une modification des attentes de la population en ce qui concerne leur cadre de vie. Nous avons tous remarqué combien la communication autour de ces enjeux mondiaux est importante. Notons par exemple que depuis 2002 le terme « développement durable » est entré dans la dénomination d'un ministère alors qu'avant cela on parlait uniquement d'environnement. Pourtant, il ne sera associé qu'en 2007 au ministère de l'aménagement du territoire.

La question principale qu'on va donc se poser ici concerne le lien réel entre ces deux concepts. **Le développement durable a-t-il réellement influencé les aménagements réalisés sur le territoire ?** Ou cette influence ne concerne-t-elle que la communication autour des politiques menées dans le pays ? La difficulté principale concerne la définition du concept, car hormis l'interconnexion entre le social, l'environnemental et l'économique, sa formalisation reste très difficile. Ici la présentation des textes internationaux et des lois françaises permettront à chacun de se forger une idée des objectifs à poursuivre pour obtenir un contexte international favorable. Ceci évite de créer une définition artificielle et subjective.

Pour déterminer l'existence ou non d'une modification de la pratique professionnelle, nous allons d'abord étudier l'évolution du développement durable et des déclarations

¹ Rapport Brundtland : publié en 1987 par la commission mondiale sur l'environnement et le développement des nations Unies, rédigé par Mme Gro Harlem Brundtland et intitulé Notre Avenir à Tous.

² Source : www.developpement-durable.gouv.fr

internationales qui sont à l'origine des modifications dans les politiques nationales. Ensuite nous allons nous pencher sur l'évolution formelle de la législation française : à quel moment le concept de durabilité est-il apparu dans nos lois ? Pour entraîner quelles transformations sur l'aménagement du territoire, qui lui, existait en France depuis 1950 ? Nous nous limiterons à l'étude du cas français car les politiques internationales ont un fort impact sur les réalisations nationales.

Pour tenter de quantifier cette influence, nous allons nous pencher sur l'adossement à la Constitution d'une charte de l'environnement, la mise en place d'agendas 21 locaux et l'évolution du cadre réglementaire avec les Grenelles de l'environnement. En effet, ces outils modifient considérablement les objectifs de l'aménagement du territoire, qu'en est-il de la pratique ? Enfin, toujours pour définir l'impact du développement durable sur les actions d'aménagement, nous allons étudier l'évolution des formations des professionnels et de la forme que prennent leurs projets.

Les contraintes temporelles de ce projet de recherche ont imposé une limite dans l'étude de l'évolution de la pratique de l'aménagement. En effet, si le développement durable est devenu une nouvelle priorité mondiale, c'est également un argument marketing qui ressort dans tous les nouveaux projets. Pour autant, les arguments utilisés pour convaincre le public ne garantissent pas toujours la durabilité effective de l'aménagement. Ce compte-rendu de recherche présente donc la démarche suivie et des conclusions qui concernent l'état en 2011 de l'influence du développement durable sur la pratique de l'aménagement en France.

I. Apparition de l'aménagement du territoire et du développement durable à des moments de l'histoire très différents

A. Apparition du terme et du concept développement durable

De nos jours, le développement durable est partout dans les médias et dans les communications marketing ou officielles. Pourtant ce concept a mis près de 30 ans à être intégré par le gouvernement et la population française.

1. Un long travail de sensibilisation

La notion de durabilité s'est construite au cours des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. En effet, cette période était riche en projets, c'est pourquoi de nombreuses instances ont progressivement tenté de formaliser la « bonne façon de faire » en alliant développement économique, qualité de l'environnement et prise en compte des dimensions sociales pour un meilleur épanouissement des populations. Pourtant cette notion a toujours suscité des réactions négatives car elle semble être une limite à l'essor économique des pays. Le terme « développement durable » n'a été médiatisé qu'avec le rapport Brundtland³ en 1987, mais la notion en elle-même trouve son origine bien plus tôt, dès le début des années 50.

a. 1951 : le premier rapport de l'UICN

En 1951, l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) publie son premier rapport sur l'état de l'environnement dans le monde. Son objectif est d'intégrer les contraintes environnementales dans les projets de reconstruction et de développement des pays occidentaux. Pourtant les gouvernements ne le prennent pas en compte car leur priorité est la croissance de leurs pays qui ont été durement touchés par la guerre.

La France ne fait pas exception, la priorité du Commissariat Général du Plan dans les années 50 concerne essentiellement la reconstruction à travers le développement industriel et la polarisation du territoire.

b. 1970's : les gouvernements sont réfractaires à l'idée du développement durable

Dans les années 1970, le Club de Rome⁴ commande le rapport Meadows⁵ au Massachusetts Institute of Technology (MIT) pour prolonger leurs travaux sur l'environnement. Ce rapport met en lumière les répercussions d'une croissance économique et démographique non-contrôlée sur la planète. Les dangers encourus à long terme montrent qu'on ne doit pas dissocier environnement et croissance sous peine de provoquer une destruction de la planète en une centaine d'années.

Ce rapport ne convainc pourtant pas tous les responsables politiques qui voient dans ses préconisations un obstacle à la poursuite de la croissance de leur pays.

³ Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies, *Notre Avenir à Tous*. 349 feuilles.

Rapport commandé par les Nations Unies, 1987.

⁴ Club de Rome : c'est un groupe de réflexion réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux, ainsi que des industriels de 53 pays.

⁵ Le rapport Meadows a été remis au club de Rome en 1972. Il prédisait les dérives vers lesquelles notre mode de croissance risquait de nous entraîner.

C'est dans ce contexte mondial réfractaire à la prise en compte de l'environnement que les Nations Unies organisent à Stockholm une conférence intitulée « Une seule Terre » en 1972. Son objectif est d'étudier les liens entre l'environnement et l'homme. C'est à cette conférence que le développement durable devient un véritable enjeu sous le terme d'écodéveloppement⁶. Ce terme permet de mettre en lumière la difficulté principale de la reconstruction : les interactions entre développement et environnement. Ainsi les gouvernements s'affrontent et montrent du doigt les mauvaises pratiques de certains d'entre eux⁷. Il existe alors de nombreuses tensions entre les pays, tant du fait de la guerre froide que du clivage Nord/Sud qui existe toujours aujourd'hui. Pourtant la conférence de Stockholm débouche sur la mise en place du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE). Celui-ci permet de compléter le Programme des Nations-Unie pour le Développement (PNUD) et symbolise bien le fait que dorénavant, les pays devront trouver un moyen d'allier ces deux enjeux.

c. 1980's : prise de conscience de l'état de dégradation de la Terre

C'est seulement dans les années 80 que la population mondiale prend conscience des dégâts que la Terre a déjà subi à travers des catastrophes telles que le trou dans la couche d'ozone, les pluies acides, la déforestation et la désertification.

En 1987, après cinq ans de travail au sein de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED), Madame Gro Harlem Brundtland présente le rapport intitulé « Our Common Future »⁸. Le terme développement durable, reprenant le concept d'écodéveloppement y est pour la première fois clairement défini et médiatisé. Ainsi ce nouveau concept permettrait d'entrer dans une nouvelle ère de développement dans le but de répondre « aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

d. 1990's : des actions doivent être entreprises pour éviter la destruction de la Terre

Le rapport Brundtland est à l'origine de l'organisation du sommet de la Terre à Rio en juin 1992, également appelé Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED). Cet événement permet de confirmer la définition du développement durable et de mettre en place des actions pour son application. Par exemple les Agendas 21 y trouvent leur origine. Deux autres conventions sont signées à Rio : la première est intitulée Convention Cadre sur le Changement Climatique et la seconde, Convention Cadre sur l'Erosion de la Diversité Biologique.

Ainsi en 1992, grâce à ce sommet, la communauté internationale prend vraiment en compte les problématiques liées à l'environnement et à la mise en place du développement durable.

e. 2000's : un premier bilan

En 2002 se tient le Sommet Mondial du Développement Durable à Johannesburg. Ce sommet ne remplira pas tous ses objectifs compte-tenu des événements internationaux majeurs qui se déroulent en parallèle. Il réunit tout de même plus 100 chefs d'Etats, 800 entreprises et de nombreuses ONG. Ainsi même si tous les objectifs fixés à Rio ne

⁶ Maurice Strong est à l'origine de ce concept. Il préconise la mise en place d'un développement économique compatible avec l'équité sociale et la prudence écologique. Il faudrait alors se baser sur la satisfaction des besoins plutôt qu'une augmentation infinie de l'offre.

⁷ Par exemple les Etats-Unis qui utilisent de fortes doses de défoliant lors de la guerre du Vietnam.

⁸ Our Common Future, traduit par Notre Avenir à Tous.

sont pas réalisés, ce sommet permet de valoriser l'existence de partenariats entre les institutions politiques et civiles, par exemple pour la mise en place d'Agendas 21.

L'introduction du concept de développement durable a été longue et compliquée car celui-ci demande une vision de l'environnement qui rassemble l'écologie, le social et l'économie. Actuellement c'est devenu un enjeu majeur à toutes les échelles de décision.

2. Les chartes et déclaration internationales : pour une implication de tous

Depuis l'apparition de l'inquiétude internationale sur l'environnement et l'avenir de la planète, de nombreuses conférences ont eu lieu afin de déterminer les actions qu'il fallait mettre en place afin de réussir à concilier développement et durabilité.

a. La déclaration de Stockholm (1972)

Elle met en avant la responsabilité de l'Homme face à son environnement naturel ou artificiel. Ainsi c'est lui qui est responsable de l'état actuel de son milieu, même si sa transformation est inévitable pour permettre le développement des civilisations. Les pays en développement devraient DONC désormais continuer à évoluer tout en prenant en compte l'environnement alors que les pays déjà industrialisés doivent aider dans leur développement les pays les plus pauvres et adapter leur mode de fonctionnement aux nouveaux enjeux mondiaux.

Notons également que si l'Homme est potentiellement un danger pour la Terre c'est aussi un acteur majeur de son évolution afin de se créer un environnement sain et correspondant à ses besoins : « Les hommes de toutes conditions et les organisations les plus diverses peuvent, par les valeurs qu'ils admettent et par l'ensemble de leurs actes, déterminer l'environnement de demain. »⁹

La déclaration de Stockholm, comme toutes les déclarations des Nations Unies, est constituée de principes. Ici, les principes fondamentaux concernent le respect des Hommes, la protection de l'environnement, des espèces végétales et animales menacées et des ressources produites par la Terre. La pollution est de la responsabilité des civilisations et doit être contrôlée pour protéger les écosystèmes et les ressources. De la même manière, les pays développés doivent aider les pays en développement, financièrement et techniquement, à améliorer le niveau de vie de leurs résidents. La solution présentée pour remplir ces objectifs est la planification afin d'intégrer toutes les mesures liées à la durabilité. Toujours dans le contexte du développement durable, les Nations Unies insistent sur l'importance de l'éducation tant pour l'élévation sociale des populations que pour faciliter la responsabilisation de chacun face à l'environnement. Enfin la coopération internationale est déclarée comme étant fondamentale et indispensable à une évolution commune et positive de la Terre.

Ainsi ce premier texte international met en avant l'influence de l'activité humaine sur l'environnement et sur le bien-être des populations. Ces activités doivent donc être encadrées dans le but de les rendre les moins nocives possibles.

b. La déclaration de Rio (1992)

Elle reprend la déclaration de Stockholm, en insistant bien sur le fait que le développement doit être envisagé en termes de durabilité. Ainsi l'environnement doit être une préoccupation constante pour tous les projets réalisés.

⁹ Extrait de la déclaration de Stockholm, 7^{ème} point du Préambule.

Un autre principe novateur concerne la recherche scientifique. Les informations découvertes devraient être mises en commun afin d'optimiser les travaux menés. Il est également mis en évidence que les spécificités de chaque pays doivent être respectées pour pouvoir mettre au point des projets adaptés à chaque besoin national.

Le principe du pollueur-payeur est également avancé, ce qui est innovant puisque jusque là personne ne se préoccupait de l'état de l'environnement une fois que l'Homme en avait retiré ce qui l'intéressait. De la même façon, la solidarité et la coopération internationale est évoquée afin d'aider les pays les plus pauvres et les plus fragiles à se sortir de situations périlleuses, causées par exemple par des catastrophes naturelles.

Ainsi cette 2^{ème} conférence met en valeur les interactions possibles entre les différents Etats et la richesse qu'il est possible d'en retirer. Le développement durable est donc une valeur qui doit être partagée par tous pour améliorer l'efficacité des actions entreprises.

c. La charte d'Aalborg (1994)

Celle-ci contient des données opérationnelles pour la mise en place et l'organisation de projets durables au sein des villes européennes.

Elle permet de mettre au niveau des villes les enjeux de la durabilité et les actions qui peuvent être réalisées. Ainsi l'aménagement du territoire est orienté par les actions auxquelles la ville s'est engagée.

d. La déclaration de Thessalonique (1997)

Cette déclaration reprend celles de Talloires, Halifax, Swansea, Kyoto et CRE-Copernicus qui concernent toutes spécifiquement les universités. Celle-ci met en avant la nécessité de l'éducation dans le processus de démocratisation du développement durable, afin de rendre toutes les populations et toutes les générations responsables de leurs actes et de leur planète.

Ainsi cette déclaration est l'occasion pour de nombreuses associations et organisations de réaffirmer le rôle des Etats dans la mise en place de l'instruction au développement durable à travers le monde, et ce, dans le but de sensibiliser les populations afin de mettre en place des projets qui correspondent aux enjeux auxquelles nous serons confrontés au cours du 21^{ème} siècle.

e. La charte de la Terre (2000)

La charte a été rédigée par un comité de rédaction désigné par la Commission de la Charte de la Terre. L'objectif de cette charte était de réunir des personnes de tous horizons pour créer un document qui permettrait de promouvoir le développement durable et la mise en place de conditions de vie acceptables pour tous.

Elle est construite de façon à reprendre les informations des conventions, chartes et déclarations précédemment établies. Elle met en évidence la responsabilité des Hommes vis-à-vis de la Terre et de la biodiversité et la nécessité de mettre en place la solidarité internationale.

Comme les autres documents internationaux, la charte contient des principes à suivre afin de permettre le développement durable du monde. Le premier rassemble toutes les obligations vis-à-vis de la vie sur Terre et des Hommes qui y vivent. Le second concerne l'aspect écologique en lui-même, la pollution, la biodiversité... La justice est une idée récurrente dans tout le texte et intervient plus particulièrement dans les

troisièmes et quatrièmes principes (justice sociale et économique et démocratie, non-violence et paix).

Cette charte permet de mettre en avant l'engagement universel qui doit être pris par les Etat et les populations. Elle a été créée pour démocratiser les notions qui composent le développement durable afin qu'elles se répandent dans le monde entier pour influencer les projets.

f. Les accords de Bristol (2005)

Les accords ont été pris entre les ministres européens qui sont en charge de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire pour définir les principes des quartiers durables afin de créer des lieux de vie de bonne qualité environnementale et sociale.

g. La charte de Leipzig (2007)

Elle concerne les ministres responsables de l'urbanisme des pays membre de l'Union Européenne. Ainsi, ils s'engagent à étudier au sein de chaque pays les possibilités d'intégration des principes de la charte de Leipzig à leurs programmes de développement, à créer les structures locales indispensables à un développement intégré et enfin à promouvoir un développement national qui correspond au système urbain polycentrique européen.

La charte de Leipzig présente un plan de développement plus durable des villes en décrivant les étapes à suivre afin d'intégrer au sein du pays et de l'Europe l'évolution urbaine des aires européennes. Ainsi elle met en avant les points sur lesquels les politiques doivent évoluer :

- Création et préservation d'espaces publics de qualité
- Modernisation des réseaux d'infrastructures et augmentation du rendement énergétique
- Politique d'innovation active dans le domaine de l'éducation et de la formation

Les enjeux sociaux sont également mis en avant dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie urbaine et ceci en se penchant plus particulièrement sur les quartiers défavorisés.

- Pérenniser les stratégies de mise en valeur des qualités urbanistiques
- Renforcement de l'économie locale et de la politique locale de marché du travail
- Politique active d'enseignement et de formation en faveur des enfants et des jeunes
- Encourager la mise en place d'un système de transports urbains performant et à la portée de tous

Pour répondre à tous ces défis, l'union Européenne encourage chaque pays membre à associer les fonds européens à leurs propres financements, afin d'optimiser les projets et les subventions pour une plus grande efficacité.

Ainsi une politique de la ville plus sociale et plus écologique devient un objectif européen et les signataires de la charte s'engagent à réaliser des projets urbains durables afin d'orienter favorablement le développement de leur pays.

h. Le cadre de référence européen pour la ville durable (2008)

Il constitue l'application de la charte de Leipzig au sein des villes européenne. Les Etats se réengagent donc en 2008 à créer le cadre réglementaire qui leur permettra

d'orienter leurs politiques de la ville afin de respecter les objectifs européens quant à la transformation de leurs aires urbaines en aires durables où les inégalités sociales, écologiques et économiques tendent à être gommées.

Les documents de référence en termes de durabilité ont déjà fortement évolué depuis la déclaration de Stockholm. Ils sont devenus plus précis et plus techniques. Les Etats signataires s'engagent maintenant sur des objectifs clairement définis et les textes deviennent plus opérationnels en guidant les signataires dans les actions à entreprendre pour atteindre les objectifs définis.

Au cours des dernières années, l'Union Européenne a fortement orienté les politiques de la ville pour atteindre des objectifs sociaux et écologiques précis. Pourtant dans ces chartes et déclarations, la partie économique est laissée à la libre-appréciation de chaque signataire.

L'universalité et la solidarité internationale induite par la notion même de développement durable est légèrement sous-estimée puisque à l'heure actuelle, les orientations politiques se prennent, au mieux, à l'échelle de l'Union Européenne. Pour ce qui est de l'échelle internationale, la mise en place de directives précises de développement semble plutôt difficile puisque les niveaux de développement varient fortement d'une nation à l'autre. Ainsi les grands textes signés notamment dans le cadre des Nations Unis concernent principalement les grandes orientations politiques à suivre, sans entrer dans les détails opérationnels.

B. L'aménagement du territoire avant le développement durable : la reconstruction et l'équilibre comme priorité

1. Ses principes avant 1995

L'aménagement du territoire existe en France depuis les années 1945. En effet, la seconde guerre mondiale ayant fait d'énormes ravages en France, la politique d'aménagement du territoire est apparue afin de planifier la reconstruction du pays.

Ainsi en 1946 est créé le Commissariat Général du Plan qui restera en fonctionnement jusqu'en 2006. Son rôle est d'organiser la transformation de la France et de réaliser les aménagements nécessaires à son développement et son retour à la prospérité.

L'aménagement du territoire en France peut être divisé en trois périodes¹⁰ :

- Entre 1950 et 1970 : c'est l'âge d'or pendant lequel on n'a qu'une seule ambition nationale : la reconstruction qui se traduit par la polarisation. L'objectif unique est alors l'industrialisation de toute la France ainsi que son urbanisation afin de compenser les faiblesses d'un Sud peu industriel.
- Entre 1970 et 1980 : c'est la crise : le Nord est en chute libre, mais le Sud est porteur d'espoirs. Les politiques se régionalisent et on travaille à la fois sur la reconstruction du rural, le développement économique et l'amélioration des infrastructures.
- Depuis les années 1990 : l'urgence de la situation est devenue universelle : on ne se penche plus uniquement sur les problèmes nationaux, mais on prend en compte les dégâts environnementaux qui touchent toute la planète. Le bien-être social se place également au centre des préoccupations.

¹⁰ Selon l'ouvrage : LACOUR, Claude, DELAMARRE Aliette, *40 ans d'aménagement du territoire*. Paris, 2003. 153p. (collection Territoires en mouvement)

La France considère depuis longtemps que l'environnement est un critère important dans ses projets. Ont donc été créés des lois de protection pour les zones sensibles avec la loi littorale en 1986 par exemple, des instances d'étude et de protection avec le conservatoire du littoral en 1975 par exemple, un système intégrant l'environnement dans son développement avec la création des Parcs Naturels Régionaux en 1967 comme exemple phare. Notons également la mise en place, en 1970 des « Cent mesures pour l'environnement ».

Depuis sa création, l'aménagement est défini selon les cinq principes suivants :

- Répartition ou redistribution des ressources
- Création (par exemple la politique des métropoles d'équilibre)
- Réparation des inégalités des territoires, ce qui équivaut à un rééquilibrage
- Protection
- Compensation¹¹

Ces principes sont toutefois hiérarchisés différemment selon l'époque à laquelle on se place et les priorités de chaque gouvernement. Cette définition paraît quasi-semblable à celle du développement durable, hormis le principe de compensation, qui semble à lui tout seul contrecarrer toute la philosophie de ce concept.

Pourtant, comme nous allons le voir par la suite, l'aménagement en France ne répond pas toujours aux critères de durabilité. Ceci est certainement dû au fait que la France a développé un fort réseau écologique de protection de l'environnement depuis les années 1970. Les principes de protection de l'environnement ont donc été améliorés avant de passer au développement durable.

2. Les grands projets et les mesures compensatoires : une protection insuffisante

Comme montré précédemment, l'environnement a toujours eu une place importante au sein des projets d'aménagement du territoire en France. Ainsi jusque très récemment, ils étaient, en général, accompagnés de mesures compensatoires¹². Or ce principe ne correspond pas au développement durable puisqu'il s'agit alors de compenser les méfaits d'un projet sur l'environnement et non pas de le créer dans l'esprit du respect de la nature ou des humains. Pourtant, ce procédé permet de comprendre pourquoi la mise en place du développement durable en France a autant tardé.

Selon l'association Nacicca¹³, les mesures compensatoires empêchent de réellement protéger la nature. En effet, la loi de 1976 précise que tout projet doit être réalisé dans le but d'éviter un maximum de dégâts sur l'environnement, puis de diminuer les effets résiduels et enfin de compenser ceux qui ne peuvent être supprimés. Pourtant une telle philosophie a tendance à inciter les porteurs de projets à considérer la nature de manière quantitative. On en vient ainsi à des compensations qui ne prennent pas en compte la destruction d'une espèce ou d'un habitat rare, mais qui compensent un

¹¹ Selon l'ouvrage : LACOUR, Claude, DELAMARRE Aliette, *40 ans d'aménagement du territoire*. Paris, 2003. 153p. (collection Territoires en mouvement)

¹² Mesures compensatoire : L'aménagement du territoire français – Hier et demain – Collection mobilité spatiale, dirigée par G. Wackermann – Editions SEDES - 1996

¹³ Nacicca : NAture et Citoyenneté en Crau, Camargue et Alpilles. Association créée en 2007, elle a pour vocation de protéger et défendre le patrimoine naturel et la qualité de vie liée à l'environnement des habitants et des usagers de Camargue, de Crau et des Alpilles (d'après www.nacicca.org)

nombre de mètres carrés de sol artificialisé par la même surface protégée ailleurs. Pourtant depuis le sommet de Rio, la biodiversité doit être protégée.

Si les mesures compensatoires ont eu un intérêt lors de la reconstruction de la France, car elles ont permis, au moins, de protéger une partie du pays sans empêcher des constructions alors indispensables, actuellement la méthode doit évoluer et prendre en compte les effets néfastes sur l'environnement naturel et social dès le début de la conception d'un projet.

3. Les lois ne tiennent pas compte du développement durable entre 1990 et 1995

De nombreuses lois concernant l'aménagement ont été promulguées depuis les années 1950. Ici nous allons les étudier à partir de 1990, afin de déterminer à quel moment le terme « développement durable » y est apparu. Cette date a été choisie car avant cela, ce terme n'était pas encore très répandu.

a. Loi portant création de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (19 décembre 1990)

Cette loi concerne la création de l'ADEME qui pourra soutenir des projets intéressants au regard d'un certain nombre de critères grâce à un système de subventions ou d'avances remboursables. Ses rôles seront les suivants :

- Prévention et lutte contre la pollution de l'air
- Gestion des déchets, économies d'énergie et de matières premières et développement des énergies renouvelables
- Développement des technologies propres et économes
- Lutte contre les nuisances sonores

L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie est donc une entité qui permet de rassembler toutes les actions qui ont un même but : rationaliser les dépenses en matières premières et réduire les pollutions.

b. Loi d'orientation pour la ville (13 juillet 1991)

Elle concerne entre autres les points suivants de la politique de la ville :

- L'obligation de création de logements sociaux
- L'obligation de mettre en place un système de concertation pour certains projets
- La mise en place de la lutte contre étalement urbain afin de préserver les espaces agricoles et naturels
- L'obligation pour certaines communes de réaliser un PLH afin d'augmenter le nombre de logements locatifs disponibles
- La suppression des ZUP

Certains de ces points semblent correspondre à des objectifs affichés dans le cadre du développement durable comme nous l'avons présenté précédemment au travers des chartes et déclarations internationales.

c. Loi sur la protection et la mise en valeur des paysages (8 janvier 1993)

Cette loi insiste sur la nécessité de prendre en compte la présence de paysages remarquables lors de la mise en place d'un projet, notamment en urbanisme. Elle revient également sur le rôle des Parcs naturels Régionaux dans cette protection.

Cette loi a pour unique but de protéger l'environnement et plus spécifiquement les paysages lorsque des projets doivent voir le jour à proximité de zones sensibles. Le terme développement durable ne s'y trouve pas, pourtant on pressent un lien qui commence à se tisser entre les différents aspects qui composent la durabilité (écologie, économie et social).

Comme on le verra plus tard, la première loi qui prend en compte le développement durable date de 1995, jusque là, la France conserve son intérêt pour la protection de l'environnement, sans toutefois faire le lien entre les trois piliers communément désignés pour définir le développement durable.

Jusque dans les années 1990, la France a réalisé ses aménagements en fonction de ses propres priorités de développement, suivant les difficultés rencontrées à chaque période. A l'heure actuelle, les priorités doivent être placées à une échelle supérieure puisque nous savons maintenant que chaque action sur le monde a des répercussions pour tous, tant en termes de pollution que de biodiversité ou de bien-être social.

C. Création d'un lien formel entre aménagement et développement durable

Nous allons donc maintenant voir si le lien est mieux fait entre toutes les composantes de l'humanité (économie et environnement naturel et social) depuis l'introduction du concept de développement durable.

1. Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement (2 février 1995)

Cette loi est la première dans laquelle on trouve le terme « développement durable », mais ce façon uniquement formelle puisqu'il semble que ce texte n'aborde que le sujet de l'environnement et à aucun moment celui de l'économie ou du social.

Elle permet de définir toutes les actions et tous les principes, qui, s'ils sont respectés, permettront de protéger au mieux l'environnement :

- Le principe de précaution
- Le principe d'action préventive et de correction
- Le principe pollueur-payeur
- Le principe de participation, qui est garant de la disponibilité des informations concernant l'état de l'environnement

Cette loi encadre à la fois l'implication du public dans tous les projets qui concernent l'environnement, la gestion des risques naturels, la mise en place d'un inventaire des espaces naturels qui permettra de mieux les connaître et de les gérer plus facilement et la gestion de déchets et des pollutions éventuelles.

Les projets d'aménagement deviennent donc plus strictement encadrés afin de protéger les richesses du patrimoine naturel. Pour la même raison, les échanges avec le public, tels que la concertation, sont plus fréquents et mieux encadrés, afin d'en retirer les meilleurs projets possibles, pour l'environnement comme pour la population.

2. Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (4 février 1995)

La LOADT met en avant le rôle majeur de la création de schémas de développement afin d'encadrer l'évolution des différentes régions et de conserver une bonne cohésion des territoires. La loi revient aussi sur la déconcentration de l'Etat et la mise en place

d'une certaine autonomie des Régions. Elle a donc pour objectif de réformer les liens entre les différentes échelles qui composent une nation.

Elle utilise le terme de développement durable, mais ce sans le définir. Elle l'érige en un objectif à atteindre à travers les réformes menées sur l'organisation du territoire français.

3. Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (25 juin 1999)

La LOADDT montre des objectifs variés et centrés sur le développement durable :

- S'appuyer sur les projets locaux pour insuffler une dynamique à une zone géographique
- Mettre en avant la notion de développement durable dans ces projets
- Inscire l'aménagement du territoire dans une logique européenne et non plus uniquement française
- Développer la démocratie participative
- Renforcer les interfaces rural-urbain et le rôle des régions
- Redéfinir l'action publique

On peut également noter le nombre de fois où cette expression est répétée au cours du texte (26 fois), ce qui montre nettement que cette préoccupation devient fondamentale pour le gouvernement français. C'est d'ailleurs le texte concernant l'aménagement du territoire qui comporte le plus grand nombre de fois ce terme jusqu'à la loi de 2010 intitulée Loi portant engagement national pour l'environnement.

4. Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (13 décembre 2000)

Son objectif est de restructurer la façon dont les villes sont construites. En effet, les difficultés et objectifs actuels sont bien différents de ceux d'il y a 50 ans, lorsque la Loi Orientation Foncière a été votée. Ainsi cette loi met en avant les impératifs liés à un développement durables de nos villes. Elle prône donc le renouvellement et condamne l'étalement urbain, elle met en place une politique de mixité sociale, parfois contraignante et incite une vision globale des territoires sur lesquels ont fait des projets d'aménagement.

Cette loi comporte une partie qui concerne la rénovation des documents d'urbanisme afin de les adapter au nouveau contexte urbain, une partie qui concerne les 20% de logements sociaux à atteindre pour chaque commune de plus de 3500 habitants appartenant à une agglomération de plus de 50000 habitants et un dernier volet qui concerne le traitement des déplacements afin de servir le développement durable.

Cette loi qui modifie en profondeur la gestion de l'urbanisme dans les communes a pour objectif d'accorder le développement de nos villes avec le principe de durabilité devenu central en termes de politique.

5. Loi portant engagement national pour l'environnement (12 juillet 2010)

Cette loi comporte tous les aspects que l'on doit associer pour obtenir un développement durable, c'est-à-dire qu'elle prend en compte à la fois l'environnement, le bien-être social et le développement économique. Son but est de permettre d'associer ces trois aspects. Elle donne même la définition du concept de la manière suivante :

« III. – L'objectif de développement durable, tel qu'indiqué au II, répond de façon concomitante et cohérente, à cinq finalités :

1. La lutte contre le changement climatique ;
2. La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
3. La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
4. L'épanouissement de tous les être humains ;
5. Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables »

C'est donc en 2010 qu'est apparue la première définition du concept en question dans une loi. Jusque là le terme était cité sans avoir été préalablement clairement explicité.

Termes	Développement durable	Environnement	Pollution / polluant	Ecologique	Social / sociaux	Cohésion	Economique
Loi d'orientation pour la ville					X	X	X
Création de l'ADEME		X	X				
Loi sur la protection et la mise en valeur des paysages		X			X		X
Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement	X	X	X	X			
LOADT	X	X			X	X	X
LOADDT	X	X	X	X	X	X	X
Loi SRU	X	X	X	X	X	X	X
Loi portant engagement national pour l'environnement	X	X	X	X	X	X	X

Figure 1 : présence formelle de certains termes dans les lois qui concernent l'aménagement du territoire en France.

Ce tableau permet de montrer l'évolution du contenu formel des lois. Les termes choisis représentent les différents aspects du développement durable de façon simplifiée et ils permettent de faire ressortir si les lois prennent en compte toutes les facettes de la durabilité. Ainsi seule la LOADDT et la Loi portant engagement national pour l'environnement semblent rassembler tous les critères dont il est question.

Ainsi la première loi française qui comporte le terme « développement durable » date de 1995 et concerne la protection de l'environnement. Le terme apparaît donc 8 ans après la rédaction du rapport Brundtland. Pourtant cette loi ne fait appel qu'à l'aspect environnemental du développement durable et passe sous silence les deux autres aspects, eux-aussi fondamentaux si l'on veut mettre en place un développement harmonieux qui corresponde au besoin de la Terre et des Hommes qui y vivent.

L'intégration des principes du développement durable a été longue à venir entre les premiers textes qui soulignaient les principes à respecter et la première loi française qui l'a pris en compte. Il convient également de noter qu'en 1995 on parle de développement durable sans définir ce que l'on entend par là. Ceci explique probablement pourquoi une partie de la population a toujours du mal à

le définir clairement¹⁴. Depuis 1995, la législation française a beaucoup évolué à ce sujet, puisque maintenant tous les textes tentent de le prendre en compte et d'orienter leurs actions dans ce sens.

Actuellement on définit communément un « bon aménagement » comme celui qui répond aux enjeux et aux attentes du moment sans compromettre l'avenir.¹⁵ On discerne là-dessous la définition de développement durable que l'on trouve dans le rapport Brundtland, tout en mettant en valeur le fait que l'aménagement du territoire ne possède pas de contenu fixe et doit être adapté à chaque situation. C'est cet aspect qu'il est difficile de formaliser et qui empêche une mise en place efficace du concept en France. Pourtant la législation devient plus précise sur les différents aspects des projets à prendre en compte, nous allons donc voir si cette évolution a permis de créer une influence factuelle du développement sur l'aménagement du territoire.

¹⁴ D'après le site www.ipsos.fr, en 2008, 97% de la population française déclare avoir déjà entendu parler de développement durable. L'évolution a donc été rapide puisqu'en 2005, 1/3 de la population n'en avait jamais entendu parler.

¹⁵ Selon l'ouvrage : LACOUR, Claude, DELAMARRE Aliette, *40 ans d'aménagement du territoire*. Paris, 2003. 153p. (collection Territoires en mouvement).

II. Les applications de ces textes de loi

A. La charte constitutionnelle, les Agendas 21 et les Grenelles de l'environnement

Voici trois exemples d'application concrète des principes du développement durable en France. Il en existe d'autres, mais ceux-ci sont les plus symboliques par leur position dans le droit français pour la charte ou par leur exposition médiatique à la population en ce qui concerne les Agendas 21 et le Grenelle.

1. Charte constitutionnelle de l'environnement : symbole d'une nouvelle priorité nationale

Le fait d'adosser une Charte de l'Environnement à la Constitution en février 2005 permet de donner des droits et des devoirs à chaque français en ce qui concerne l'environnement. Ainsi la sauvegarde de l'environnement est placée au même niveau que les Droits de l'Homme et du Citoyen. Cette charte permet à chacun de recevoir toutes les informations dont disposent les instances gouvernementales et de participer à l'élaboration des projets qui auront un impact sur leur environnement. De la même façon, la charte constitutionnelle impose des devoirs tels que celui de contribuer à la préservation de l'environnement ou à la réparation des dommages que l'on peut causer en tant que citoyen.

Par le biais de cette charte, les autorités publiques sont également tenues de promouvoir et de permettre un développement durable de notre pays, et ce, sans distinction de périmètre d'action.

La charte accorde donc de nouveaux droits et de nouveaux devoirs aux citoyens et élus français en ce qui concerne le développement durable et plus spécifiquement l'environnement. Mettre ce texte au même niveau que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen est un grand pas et montre l'importance que revêt maintenant le concept même de développement durable qui est maintenant un devoir pour tous les porteurs de projet.

2. Agendas 21

a. Mise en place

En 1992, lors du Sommet de la Terre à Rio, les Agendas 21 ont été créés dans le but de préparer le monde aux enjeux du 21^{ème} siècle, mais également afin de répondre aux besoins urgents de chaque habitant de la Terre.

Ainsi, le premier point du préambule du programme Action 21 décrit l'urgence de la situation :

« L'humanité se trouve à un moment crucial de son histoire. Nous assistons actuellement à la perpétuation des **disparités** entre les nations et à l'intérieur des nations, à une **aggravation de la pauvreté, de la faim, de l'état de santé et de l'analphabétisme**, et à la **détérioration** continue des **écosystèmes** dont nous sommes tributaires pour notre bien-être. Mais si nous **intégrons les questions d'environnement et de développement** et si nous accordons une plus grande attention à ces questions, nous pourrions satisfaire les besoins fondamentaux, améliorer le niveau de vie pour tous, mieux protéger et mieux gérer les écosystèmes et **assurer un avenir plus sûr et plus prospère**. Aucun pays ne saurait réaliser tout cela à lui seul, mais la tâche est possible si nous œuvrons tous ensemble dans le cadre **d'un partenariat mondial** pour le développement durable. »

L'objectif de cet outil est donc bien de permettre à chacun de se donner les moyens de réagir aux enjeux mondiaux qui se dessinent. Comme beaucoup d'outils de ce type, d'autres déclarations sont venues après 1992 pour préciser les modes de mise en place.

Ainsi les recommandations sont réparties en quatre grands domaines¹⁶ :

- Les questions sociales et économiques telles que la coopération internationale, la lutte contre la pauvreté, la modification des modes de consommation, la dynamique démographique, la santé publique.
- La conservation et la gestion des ressources pour le développement telles que la protection de l'atmosphère, la lutte contre le déboisement, contre la désertification et la sécheresse, une agriculture et un développement rural durables, la conservation de la diversité biologique, la protection des ressources en eau douce et des océans et la bonne gestion des produits chimiques toxiques et des déchets dangereux.
- Le renforcement du rôle des « grands groupes », notamment les femmes, les enfants et les jeunes, les peuples autochtones et leurs collectivités, les ONG, les initiatives des autorités locales à l'appui de l'Agenda 21, les travailleurs et leurs syndicats, les entreprises et l'industrie, la communauté scientifique et technologique et les agriculteurs.
- Les moyens d'exécution, notamment les ressources et les mécanismes financiers, le transfert des écotechnologies, la promotion de l'éducation, d'une sensibilisation et d'une formation du public, des dispositions internationales, des instruments et des mécanismes juridiques internationaux et une information pour la prise des décisions.

Chaque point des Agendas 21 aura pour objectif de prendre en compte ces aspects et de leur permettre de s'épanouir au sein des projets qui seront menés sur chaque territoire.

b. La démarche Agenda 21

La mise en place d'un Agenda 21 suit les étapes suivantes :

- D'abord une **phase d'approche** lors de laquelle une collectivité locale fait part de son souhait à gérer de manière intégrée tous les aspects de son développement. Cette phase montre le début de la réflexion et il est en général conseillé d'y associer tous les partenaires locaux.
- Ensuite il convient d'identifier les problèmes et enjeux du territoire. La difficulté étant que chaque utilisateur d'un même espace n'a pas les mêmes attentes. Ainsi les touristes, les habitants, les agriculteurs et les élus ont des objectifs différents, voir contradictoires.
- Après avoir identifié les objectifs à atteindre, il s'agit de les hiérarchiser afin de pouvoir réfléchir aux actions à mettre en place de façon progressive et efficace. Le programme doit donc contenir des projets spécifiques et intégrer les outils législatifs et réglementaires qui encadrent les futures actions.
- Pour finir, la mise en œuvre d'un plan d'action doit être évaluée régulièrement afin d'ajuster l'agenda 21 local¹⁷ à la lumière des résultats ou dysfonctionnements observés.

¹⁶ Selon l'ouvrage : FLIPO, Fabrice, *Le développement durable*, Rosny, 2007. 125p. (collection Thèmes et Débats société)

¹⁷ Agenda 21 local : la déclinaison locale du programme Agendas 21 mis au point lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992.

Pourtant il semble que ces étapes soient difficiles à respecter puisque chaque territoire possède ses propres caractéristiques. Ainsi, outre la difficulté à déterminer des objectifs qui conviennent à tous les utilisateurs d'un même territoire, la procédure doit être recommencée à zéro pour chaque démarche entreprise. C'est donc un projet long à mettre en place pour toutes les collectivités et qui demande beaucoup de temps, de concertation et d'investissement des autorités publiques qui le mettent en place.

L'innovation tient du fait qu'il impose la fin d'une dominance des pouvoirs publics puisqu'il demande la participation de tous les utilisateurs d'un espace donné. La concertation devient alors le cœur de la démarche et c'est elle qui permettra de réaliser des projets qui intègrent toutes les composantes du développement durable. Nous verrons plus tard un exemple d'agenda 21 local et la réelle influence de cette démarche sur les territoires.

3. Le processus Grenelle

a. L'environnement comme nouvelle priorité

En 2007, le Grenelle de l'environnement se réunit pour la première fois afin d'établir la feuille de route qui conduira au développement et à l'aménagement durable. Seront constitués six groupes de travaux composés des acteurs du développement durable : l'Etat, les collectivités locales, les ONG, les employeurs et les salariés.

Les groupes sont constitués autour des objectifs suivants :

- Lutter contre les changements climatiques et maîtriser la demande en énergie
- Préserver la biodiversité et les ressources naturelles
- Instaurer un environnement respectueux de la santé
- Adopter des modes de production et de consommation durables
- Construire une démocratie écologique
- Promouvoir des modes de développement écologiques favorables à l'emploi et à la compétitivité

Le public a également été sollicité au cours de réunions publiques ou via internet.

Une fois les engagements en faveur de l'environnement définis, 34 comités opérationnels ont été mis en place afin de proposer des actions concrètes pour remplir les engagements. De cette façon, le processus Grenelle a abouti à deux lois.

b. La première loi

Pour permettre l'action face à l'urgence de la dégradation de notre planète, la Loi Grenelle 1 a été promulguée en août 2009. Son objectif affiché est de favoriser, voire d'accélérer la prise en compte des nouveaux défis par tous les acteurs afin de permettre à la France une société et une économie durables.

Quelques uns des principes repris par les lois sont les suivants :

- La maîtrise de l'énergie, le développement des énergies renouvelable et la lutte contre le changement climatique
- Le transfert modal pour tous les transports de Fret routier et la mise en place de programmes de transports collectifs urbains et de lignes à grande vitesse
- La mise en place de trames vertes et bleues, d'agricultures économes et productives, la dynamisation forestière et la gestion intégrée des littoraux et de la mer.

- La création par l'Etat d'un portail environnemental qui permettra à tous d'accéder aux informations tous d'accéder aux informations environnementales détenues par les autorités publiques...

Face aux difficultés à appliquer des objectifs si peu concrets, une seconde loi, le Grenelle 2, a été promulguée en juillet 2010.

c. La seconde loi

Cette loi conserve les mêmes objectifs que la loi précédente, tout en précisant un peu mieux les buts à atteindre.

Ainsi les actions avancées sont plus concrètes puisqu'elle est en fait la déclinaison par objectifs, chantiers et secteurs de la 1^{ère} loi du même nom. La loi Grenelle 2 a servi à amender une grande partie des textes de loi existant afin d'y insérer les principes et les actions concrètes nécessaires pour parvenir à l'objectif affiché initialement.

D'après l'association France Nature Environnement (FNE), « Les avancées en matière de performance énergétique des bâtiments, de préservation des abords de lacs de montagne, de trame verte et bleue, pour le plan Ecophytos 2018, la généralisation des SCOT, le confortement des Plans climat-énergie territoriaux, la répression de la tentative d'atteinte à espèce protégée, l'obligation d'étiquetage des polluants volatils pour certains produits à partir du 1er janvier 2012, les mesures commençant à décliner les engagements du Grenelle de la mer, les schémas régionaux climat air-énergie qui permettent de mieux prendre en compte la cohérence entre les questions qualité de l'air et GES, des mesures concrètes concernant les risques sanitaires émergents (nanotechnologies, téléphonie mobile), la lutte contre le greenwashing¹⁸... font de ce texte un tournant. ».

L'association FNE, qui a participé à l'élaboration des deux textes de loi, déclare que si la loi est prometteuse, elle n'est pas définitive puisque les avancées scientifiques continuent et que de nouveaux problèmes et des solutions innovantes vont apparaître. De plus, la loi doit être traduite en décrets et ceux-ci appliqués avant de pouvoir évaluer un quelconque impact positif sur les territoires français de cette loi.

B. Deux exemples de l'application du développement durable

Ces démarches et textes officiels ont commencé à être appliqués en France. Nous allons donc voir maintenant à quoi correspondent les applications dans les faits de ces textes qui prônent le développement durables.

1. L'Agenda 21 de la ville d'Albi

Le 25 juin 2007, le conseil municipal a adopté le premier plan d'action de l'agenda 21 local reconnu par le MEDDM. Pour déterminer ces actions, la municipalité a mis en place un système de concertation qui concerne les projets de quartier, au sein des services municipaux. Au terme de cette démarche, les actions retenues ont été synthétisées sous la forme de 51 fiches d'action¹⁹ réparties selon les huit orientations suivantes :

- Développer la qualité environnementale dans l'urbanisation du territoire

¹⁸ Greenwashing : procédé marketing qui n'a pour unique but que de donner une image écologique de l'entreprise, sans que ceci ne se base sur des actions réelles.

¹⁹ Ces fiches d'actions sont accessibles en fichier pdf via le site internet de la ville d'Albi

- Concevoir les déplacements dans leur diversité
- Valoriser les espaces de nature et préserver la ressource en eau
- Répondre aux enjeux de solidarité
- Créer les conditions d'une accessibilité plus large à la connaissance, à la culture et aux loisirs
- Contribuer au dynamisme du tissu économique local
- Inscrire la collectivité dans une dynamique d'amélioration de son fonctionnement
- Intensifier les efforts de la mairie en matière d'éco-responsabilité

Ces orientations sont ensuite déclinées en actions afin de pouvoir décrire les actions concrètes à entreprendre pour y répondre. Nous n'allons pas entrer dans le détail des 51 fiches d'actions, mais prenons ici l'exemple de la fiche-action n°41 qui s'insère dans la dernière orientation citée. Elle est intitulée : « Réduire la consommation énergétique et améliorer la qualité de l'éclairage public ».

Les fiches sont toutes construites de la même manière : d'abord elle présente les enjeux liés au développement durable en fonction des trois piliers bien connus de développement durable, afin de justifier de l'intérêt de la démarche. Ensuite les objectifs sont clairement définis.

La plus grande partie de la fiche est occupée par les actions concrètes à mettre en œuvre, comme le montre la reproduction ci-dessous.

<p>Actions à mettre en oeuvre ou à poursuivre</p> <p>Achever la connaissance des installations avec la mise en place d'un SIG :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Répertorier et numérotier l'ensemble des points lumineux et des postes d'éclairage public : action en cours qui s'achèvera en 2008. • Suivre précisément les consommations électriques par poste et par période : mise en place d'indicateurs. (2007). <p>Réaliser un diagnostic des installations existantes (2008) : trouver des solutions/actions de réductions de consommations et les hiérarchiser selon leur efficacité (calcul du retour sur investissement par action) :</p> <p>Etudier les nouvelles technologies : NuméLite, LED, etc...</p> <p>Renouveler le matériel trop vieux, trop consommateur d'énergie.</p> <p>Adapter le niveau de l'éclairage aux besoins des usagers et à l'heure : certaines zones doivent être fortement éclairées pour des raisons de sécurité (sécurité routière ou sécurité/agression), d'autres peuvent être moins éclairées, le niveau d'éclairage peut également évoluer en fonction de l'heure.</p> <p>Revoir les méthodes d'entretien de l'éclairage public : actuellement, les lampes sont changées quand elles tombent en panne ; le service réalise des tournées de nuit afin de localiser les pannes avant une action en journée. L'objectif pour 2008 est de mettre en place un changement systématique par rue en fonction de l'âge des lampes. Cette méthode présente un double avantage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diminuer la consommation (une lampe en fin de vie consomme plus). • Améliorer l'éclairage (une lampe en fin de vie éclaire moins). <p>Supprimer progressivement les lampes du parc d'éclairage public contenant du mercure, source importante de pollution :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eliminer les lampes à vapeur de mercure : au-delà du mercure, ces lampes ont un rendement et une durée de vie faibles. • Choisir préférentiellement des sources Sodium haute pression sans mercure. <p>Conclure des partenariats avec les fournisseurs d'énergie dans le cadre du mécanisme des Certificats d'Economie d'Energie (CEE). Grâce à ce dispositif, la ville peut disposer d'un accompagnement (expertise, aide au diagnostic) et d'apports financiers qui permettront d'accroître l'efficacité de son programme d'économie d'énergie.</p> <p>Développer une campagne annuelle de promotion des lampes basse consommation.</p>

Figure 2 : le plan d'action afin de remplir l'objectif fixé par la fiche-action n°41. Source : <http://www.mairie-albi.fr>

On observe que ces actions sont toutes concrètes et peuvent facilement être mises en place si la commune s'investit. Celles-ci touchent à la fois la création d'un projet (éclairage différent selon les zones urbaines et les utilisations) et son entretien (renouveler le matériel trop vieux), voir même son remplacement grâce à des technologies plus récentes (éclairage public grâce à des LED).

La fiche se conclue sur les services pilotes pour ce projet, les partenaires pour le mener à bien, les délais impartis pour sa réalisation et enfin, les indicateurs qui permettront d'évaluer la réussite ou l'échec de l'action entreprise.

L'application des Agendas 21 permet donc, pour les entités qui s'y investissent, d'arriver à une multitude d'actions qui ont toute un rôle et un but de durabilité. Pourtant la démarche a du mal à démarrer et si de nombreuses collectivités font des agendas 21 locaux, très peu ont été approuvés par le Ministère en charge du développement durable (le MEDDM).

2. Grenelle de l'environnement

Comme nous l'avons vu plus tôt, les Grenelles rassemblent de nombreuses lois qui doivent être d'abord déclinés en décrets pour pouvoir être concrètement appliqués. Ainsi par exemple en décembre 2007, le système « bonus-malus écologique » est mis en place pour les véhicules. Son objectif est de récompenser ou de sanctionner les acheteurs de voitures neuves en fonctions des performances énergétiques de celles-ci. Pour pouvoir mettre cette mesure en œuvre, le bonus des acquéreurs de voitures « propres » est financé par le malus payé par les futurs propriétaires de véhicules polluants.

Ce type de réglementation permet à la fois de sensibiliser la population sur ses propres émissions polluantes et sur son rôle dans la réduction de l'émission des gaz à effet de serre. D'autres lois viendront encadrer avec précision les dépenses énergétiques, par exemple celle qui concerne l'obligation de construire des bâtiments basse consommation à partir de 2012. Les collectivités comme les particuliers devront donc se mettre au pas du développement durable avec l'aide de nouveaux outils tels que les agendas 21 locaux. Ils seront encadrés par des lois de plus en plus drastiques.

C. Une évaluation des résultats problématique

Afin de déterminer les conséquences et influences des démarches que nous avons présentées avant, des grilles d'évaluation ont été mises en place. Notons tout de même que la singularité de chaque projet, sous-entendue par le principe de développement durable, rend une évaluation difficile si ce n'est impossible.

1. Evaluation des Agendas 21

La démarche étant réalisée sous l'impulsion d'une autorité locale, son évaluation est bien souvent malaisée, car en général, organisée par le même pouvoir public. Pourtant en 2001 les Nations Unies ont proposé une échelle d'évaluation qui a été refusée par les acteurs locaux. En effet, quelle peut être la pertinence d'une évaluation que l'on peut retranscrire pour tous les projets, quel que soit le pays et l'objectif dont il est question ?

Sur le site www.developpement-durable.gouv.fr on peut avoir accès à un référentiel d'évaluation : le référentiel A21. Il est construit autour d'indicateurs clés qui permettraient de mesurer l'atteinte des buts fixés dès le départ. Mais pour cela il faut qu'à l'origine de la mise en place de la démarche des objectifs chiffrés et précis aient été mis en place. Or souvent ce n'est pas le cas, les autorités publiques à l'origine d'un Agenda 21 peuvent se contenter de définir des objectifs vagues. Il devient alors pratiquement impossible d'évaluer leur niveau d'atteinte.

A cela on peut ajouter d'autres limites auxquelles on peut difficilement échapper. En effet, actuellement la connaissance scientifique est en train de se créer et de nombreux phénomènes émergents sont difficiles à prendre en compte, tant dans les indicateurs que dans les politiques d'action. De nombreuses corrections les devront donc être réalisées au cours de l'application même d'un programme agenda 21. De la même façon, les lois et règlements évoluent et avec eux les politiques et donc les évaluations menées.

Une autre difficulté évidente concerne la difficulté à créer un outil qui puisse aussi bien fonctionner à toutes les échelles dont il est question, de la plus petite commune à l'Etat. Chacun d'entre eux possède ses propres leviers d'action et ses priorités. La création d'un indicateur universel semble donc devoir contenir certaines lacunes de ce côté.

Enfin, mener une évaluation implique de recueillir des données, qui pour certaines nécessite une réflexion, voir du temps pour les recueillir, voir même la mise en place d'un partenariat avec les organismes fournisseurs. Souvent ce sont des postes budgétaires qui sont oubliés lors de la mise en place de ces projets et donc une étape qui ne sera pas réalisée.

L'évaluation des Agendas 21 semble donc difficile et de ce fait, connaître ses retombées sur le territoire est très compliqué. Il devient alors difficile de percevoir la véritable influence du développement durable sur les démarches, actions et objectifs d'un territoire, si on désire sortir des déclarations officielles et souvent marketing de chacun.

2. Evaluation des Grenelles

Début novembre 2010 un rapport du Grenelle a été remis. Celui-ci a été réalisé par le cabinet indépendant Ernst & Young. Il est disponible sur le site <http://www.legrenelle-environnement.fr> . Ce rapport semble particulièrement positif puisqu'il montre que 77% des démarches ont été réalisées ou sont en cours de réalisation. Il ne s'agit pas ici de reprendre ce rapport d'évaluation, mais d'analyser son contenu.

En effet, même si celle-ci a été confiée à un cabinet indépendant, elle semble soulever des critiques. D'après un article paru sur le site <http://www.actu-environnement.com> le 3 novembre 2010, les ONG se montrent critiques quant à cette évaluation. Derrière le chiffre phare énoncé plus haut, il faut également voir que 52 mesures sont actuellement bloquées et devront être retravaillées. Ainsi, 11 mesures ont été purement et simplement abandonnées, ce qui fait réagir un certain nombre d'ONG telles que Greenpeace. Ce recul semble être dû à un désengagement de l'Etat sur ces questions, toujours d'après ces associations. D'autres mesures importantes concernant les modes de transports alternatifs à la route et la rénovation du bâti ancien semblent être en retard dans leur réalisation. Pourtant ce sont d'importants postes d'économie d'énergie.

La question fondamentale est donc la pertinence d'évaluer les avancées du Grenelle en comptant le nombre de mesures en cours de réalisation. Ne vaudrait-il pas mieux évaluer les quantités d'énergie économisées, ou de CO2 non rejetées ? Mais ces données semblent difficiles voir impossibles à obtenir. D'autant plus que le Grenelle a moins de 4 ans, alors que les actions à court terme dont il est question ont des objectifs à long terme. Une évaluation objective est donc pour le moment quasiment impossible.

Depuis l'adossment de la Charte de l'Environnement à la Constitution française, l'environnement et au-delà le développement durable sont devenus des enjeux clairement identifiés en France. Pourtant à l'heure actuelle, même si un certain nombre d'actions sont entreprises dans ce sens, il semble laborieux d'évaluer l'évolution des politiques et projets français dans ce sens. Si les Agendas 21 sont très populaires auprès des élus et de la population, leur mise en place a été tardive en France (plus de 10 ans après le Sommet de la Terre à Rio) et peu d'entre eux ont abouti à un résultat aussi précis que celui de la ville d'Albi. Pourtant dans ce cas, les influences sur l'aménagement sont visibles, puisque des objectifs chiffrés et précis sont désignés. Pour les atteindre, la collectivité est obligée de modifier sa façon de se construire ou de se transformer.

III. L'introduction de la notion de développement a-t-elle entraîné une évolution des formations ?

Depuis plus de 20 ans, le développement durable se démocratise et touche de plus en plus la population. Ainsi la question que nous allons nous poser ici est concerne l'impact de cette évolution sur la formation de l'ensemble de la population et sur la formation des futurs professionnels de l'aménagement du territoire. En effet, qui est mieux placé que les aménageurs pour appliquer ce principe ?

A. Former la population au développement durable

De nombreuses chartes et déclarations concernent l'évolution des universités pour mettre en place des programmes de recherche et pour sensibiliser les futurs étudiants, au cours de leurs cursus, aux enjeux du développement durable.

La déclaration la plus importante à été signée en 2002 pendant le Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg : c'est la Déclaration Ubuntu. Celle-ci souligne l'importance de l'éducation dans la réalisation des objectifs du développement durable. Il s'agit donc d'éduquer les générations futures, quel que soit leur niveau scolaire, aux valeurs du développement durable. Dans ce but, M. Von Ginkel²⁰ affirme dans la conférence de presse au sujet de la Déclaration Ubuntu que la charte de la Terre reste une référence en termes d'intégration du concept dans les cursus scolaires et universitaires.

De la même façon, l'article 14 de la Charte de la Terre est rédigé comme suit :

« 14. Intégrer au système d'éducation et à la formation continue les connaissances, les valeurs et les compétences nécessaires à un mode de vie durable.

- Assurer à tous, particulièrement aux enfants et aux jeunes, l'accès à l'éducation leur donnant les moyens de contribuer activement au développement durable.
- Favoriser la contribution des arts, des sciences humaines ainsi que les sciences, à l'éducation en matière de développement durable.
- Renforcer le rôle des grands médias dans la sensibilisation aux enjeux écologiques et sociaux.
- Reconnaître l'importance de l'éducation morale et spirituelle pour une existence durable. »

De nombreuses chartes ont précédé celle-ci, toutes mettant en valeur le fait qu'ajouter une matière « développement durable » aux cursus scolaires serait sans intérêt comparé à la mise en place d'une formation continue des enseignants de tous les niveaux. Ceci permettrait à chacun d'insérer les principes fondamentaux dans leurs enseignements de manière progressive et bien plus efficace.

Ainsi ces chartes et d'autres mettent en avant l'importance d'une sensibilisation dès le plus jeune âge, afin d'éduquer la population à des enjeux qui seront siens plus tard. Notons également l'importance de cette démarche puisque la mise en place du développement durable elle-même demande des nombreuses étapes de

²⁰ Hans Von Ginkel: recteur de l'université des Nations Unies et Président de l'Association Internationale.

concertation qui seront plus aisées à organiser face à une société entièrement consciente des problèmes et enjeux dont il est question.

B. Une évolution de l'offre en termes de formation en aménagement du territoire

Nous avons pu conclure précédemment que les pratiques des acteurs de l'aménagement ont tendance à changer depuis l'introduction du développement durable, puisque les cadres réglementaires évoluent et les outils pour l'appliquer sont de mieux en mieux connus. Pourtant cette évolution est difficilement quantifiable. Nous allons donc nous pencher sur l'évolution des formations en aménagement du territoire. En effet, si les professionnels sont formés différemment et si la population est sensibilisée, alors les projets évolueront dans le bon sens.

1. Introduction formelle du terme « Développement durable » dans les intitulés des diplômes

Le site www.urbanistes.com liste la plupart des formations à l'urbanisme francophones reconnues par la Société Française des Urbanistes (SFU). Certaines d'entre elles utilisent le terme de développement durable dans l'intitulé même de leurs diplômes. L'objectif du tableau qui suit est de répertorier les masters en France qui utilisent dans leur intitulé le terme même de développement durable ou de durabilité pour au moins une de leur formation. Cette recherche est uniquement formelle et nous n'iront pas plus loin que les titres des formations.

Université	Développement durable / durabilité
Université Aix-Marseille III	Oui
Université Michel de Montaigne – Bordeaux III	Oui
Université de Bretagne occidentale	Non mais « environnement »
Université Pierre Mendès France – Grenoble	Oui en recherche uniquement
Université des Sciences et Technologies de Lille	Oui
Université Lumière – Lyon II	Non
Université de Nantes	Oui pour une spécialité
Ecole Nationale des Ponts et Chaussées – Marne-la-Vallée	Non
Institut d'Etudes Politiques – Paris	Oui
Université Paris I – Panthéon – Sorbonne	Non
Université de Paris IV	Non
Université Paris VIII – Vincennes-Saint-Denis Champs-sur-Marne	Oui
Université Paris XII – Val-de-Marne Créteil	Non
Université Reims – Champagne-Ardenne	Non
Université Rennes I et II – Haute-Bretagne	Non
Université Toulouse le Mirail	Non
Université François Rabelais - Tours	Non

Figure 3 : Etude des titres des formations en urbanisme

Ce tableau ne permet qu'une analyse partielle de la situation, puisqu'on ne parle ici que des occurrences de l'expression même de développement durable. Nous n'avons pas pris en compte les explications, ni les descriptions de formation, car il n'est question que de la présence formelle du terme, comme nous l'avons fait pour les lois précédemment.

Nous pouvons donc observer que 7 instituts formateurs affichent le terme dans les titres de leurs formations alors que 10 autres n'en parlent pas dans les intitulés de leurs

masters. On arrive donc à un peu plus de 40% des masters dont au moins l'appellation a été modifiée par l'introduction du développement durable.

Pourtant nous ne pouvons pas en conclure que le concept n'est pas enseigné, mais plutôt que les formations ne se contentent pas de miser sur la communication induite par ce terme à la mode, mais sur les enjeux de la construction de nos villes.

2. Une modification des enseignements ? L'exemple du CESA/DA

Pour étudier en profondeur si le développement durable a transformé les formations en aménagement du territoire. Pour cela nous allons prendre l'exemple du Département Aménagement de Polytech'Tours en suivant l'évolution des plaquettes de l'école.

a. Présentation de la formation

En 2006, Christophe Demazière, alors directeur du département, présente la formation dans le rapport Frébault-Pouyet²¹ :

« La création du CESA, en 1969, reposait sur un projet novateur, qui le différenciait très largement, tant des instituts d'urbanisme créés à cette époque, que des départements d'ingénierie qui formaient à quelques-uns des métiers de l'aménagement. Les créateurs de ce Centre, composant une équipe dirigée par Vincent Labeyrie, professeur de biologie et fondateur de l'Institut de Recherche sur la Biologie de l'Insecte, défendaient dès cette époque, un aménagement fondé sur le respect de l'environnement, dans une perspective qui s'apparente à celle qualifiée trente ans plus tard de développement durable. Le programme et l'orientation de la formation du CESA étaient alors résolument tournés vers un domaine en plein essor sur le plan professionnel. »

A cela il ajoute que l'intérêt principal de cette formation est la pluridisciplinarité qui permet une large ouverture d'esprit à tous les aspects à prendre en compte lors de l'élaboration et du suivi d'un projet d'aménagement.

b. Les plaquettes présentant l'école n'intègrent pas le terme développement durable jusqu'en 2000

Si le terme développement durable n'est pas présent dans les documents de l'école entre 1990 et 2000, il est sous-entendu dans beaucoup d'entre eux, soit à travers le terme écodéveloppement, soit par la prise en compte dans les enseignements des transformations de la société et des attentes en aménagement. Ainsi il est clairement revendiqué que les enseignements au sein de l'école sont dispensés pour permettre aux futurs professionnels de s'adapter et d'accompagner tous les changements que la société subie.

L'étude qui porte sur l'évolution de la formation entre 1990 et 2000 montre à quel point il a été difficile pour le CESA, puis pour le DA de s'imposer comme institut de formation à l'aménagement. En effet sa particularité est que cet institut de formation a toujours pris en compte l'environnement, le social et l'aspect économique de la société. Celle-ci semble donc avoir toujours pris en compte les différents aspects que l'on réunit maintenant dans le terme développement durable.

²¹ Selon le rapport : FREBAULT, Jean, POUYET, Bernard, *Renforcer les formations à l'Urbanisme et à l'Aménagement*. 286p.

Rapport commandé par les ministères de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche et par le ministère de l'Equipement, des Transport, du Logement, du Tourisme et de la Mer, 2008

La question de l'évolution de la formation est donc toujours entière. En effet, celle-ci semble s'être plus attachée à s'adapter aux attentes des élus, de la population et des professionnels, qu'à l'apparition de nouveaux courants tels que le développement durable. Pourtant au cours du cursus, les principes du développement durable sont abordés sous différents thèmes, mais la formation n'est pas centrée sur ce nouveau principe.

On peut donc conclure, pour cette formation en tout cas, que si la plaquette n'intégrait pas en 2000 le terme développement durable c'est parce que dès sa création en 1969, le CESA a toujours lié l'aménagement avec les principes qui constituent actuellement le développement durable.

3. De nouveaux objectifs pour les formations en aménagement

Le rapport Frébault-Pouyet²² a pour objectif de faire l'état des lieux des formations en aménagement du territoire disponibles. En effet cette discipline est très sensible aux changements de la société et des cadres réglementaires et doit toujours se remettre en question afin d'évoluer en même temps que les défis à relever changent. L'étude menée concerne donc la pertinence de ces formations et de leurs structures face aux mutations que connaît notre société. Pour décrire cette problématique, reprenons la définition de Michel Cantal-Dupuy dans le rapport sur la question de l'urbanisme en 2002 :

« Mais qu'est-ce que l'urbanisme ? On peut dire, aujourd'hui, qu'il correspond à la gestion de la complexité. A la gestion de toutes les complexités urbaines, humaines, politiques, économiques et spatiales... L'urbanisme est à ce jour, la seule "science" intégrant les grands objectifs de développement durable définis lors du sommet de la terre (...) à Rio de Janeiro. Qui peut nier les incidences environnementales, économiques ou sociologiques de la ville ? (...) L'urbanisme préfigure aussi des concepts de solidarité et d'écologie, considérés comme l'ensemble des écosystèmes. L'urbanisme est la forme urbaine de l'écologie. »

Voici donc à quelles contraintes est soumis l'aménagement du territoire et avec lui l'urbanisme de nos jours.

²² Selon le rapport : FREBAULT, Jean, POUYET, Bernard, *Renforcer les formations à l'Urbanisme et à l'Aménagement*. 286p.

Rapport commandé par les ministères de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche et par le ministère de l'Equipement, des Transport, du Logement, du Tourisme et de la Mer, 2008

Dans ce rapport figurent les éléments de base présents dans la majorité des formations affiliées à l'APERAU (Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme) :

« Connaissances et culture commune de la ville :

Histoire et théorie de l'aménagement et de l'urbanisme

Histoire des politiques publiques d'aménagement et de l'urbanisme

Histoire de l'art

Dynamiques et morphologie de la ville

Sociologie urbaine

Connaissance de la vie locale et du contexte des projets :

Economie locale et finances locales

Institutions locales, sciences politiques et administration des collectivités locales, sociologie des acteurs

Droit de l'urbanisme et droit des collectivités locales

Connaissance des politiques urbaines et de l'action publique :

Environnement, développement durable

Aménagement du territoire

Patrimoine

Habitat-logement (politiques de ; économie de)

Transports, mobilité, déplacements

Lutte contre l'exclusion

Méthodologie et outils du projet urbain

Autres : langues vivantes, cartographie, SIG... »

Ici sont surlignés les points qui sont liés au développement durable et à ses enjeux.

Les formations ont donc évolué afin de prendre en compte ces aspects fondamentaux pour l'aménagement de la France. En outre, il faut noter que les membres de l'APERAU construisent leurs programmes scolaires en concertation avec des professionnels. Ceux-ci peuvent donc orienter les enseignements vers les enjeux auxquels ils sont d'ores et déjà confrontés, comme le développement durable.

IV. De nouveaux projets d'urbanisme

L'influence du développement durable sur l'aménagement se lit dans les nouveaux projets dont il est question dans toute la France. En effet, la prise de conscience est générale et chacun commence à comprendre qu'il a un rôle à jouer dans l'évolution de son cadre, que ça soit en termes de concertation que de validation et de critique des projets.

A. La concertation au cœur de l'aménagement

La concertation est une des étapes fondamentales à la mise en place d'un nouveau projet. Elle permet de faciliter l'appropriation de celui-ci par les futurs usagers, mais également de corriger des avant-projets pour lesquels les habitants ont souvent des suggestions judicieuses.

1. L'obligation de mettre en place cette étape

La concertation est tout d'abord une étape obligatoire légalement lors de la mise en place de documents d'urbanisme ou lors de la réalisation d'un projet qui aura un impact sur l'environnement. Cette étape permet d'expliquer les choix politiques et techniques qui ont été faits et d'en débattre pédagogiquement avec la population concernée.

A l'heure actuelle les autorités publiques reconnaissent à ce type d'échanges un certain nombre de qualités. En plus de favoriser l'appropriation et donc l'acceptation des décisions prises, ils aident à mettre en place un dialogue qui permet de prolonger l'éducation et la sensibilisation des populations aux grands enjeux. Ainsi il n'est pas rare que dans les Parcs Naturels Régionaux par exemple, on mette en place de cafés-rencontres. Leur objectif étant de favoriser la discussion autour des nouveaux projets dans un cadre neutre.

Si on sait mener cette étape, elle devient donc d'un grand bénéfice pour les techniciens et les élus en charge d'un projet puisqu'elle permet de s'assurer un meilleur accueil par la population et parfois des corrections intéressantes de la part des futurs utilisateurs.

2. Les attentes du public

Les réunions publiques n'attirent pas toute la population, mais ceux qui se déplacent le font dans le but de comprendre, voir d'influencer les projets qui verront le jour sur leur territoire. Ce type de rencontre a au départ pour objectif de permettre à chacun d'exprimer ses attentes et de soulever de nouvelles pistes de réflexion quant à un projet qui concerne toute la population.

Les participants aspirent à être écoutés car ils vivent le territoire et les projets qui ont longtemps été élaborés sans qu'ils puissent en influencer le cours. Pour autant, les autorités publiques n'ont pas toujours les mêmes objectifs, ou du moins ne partagent pas toujours la vision de la population dans le sens où il est difficile pour les non-professionnels de se projeter à très long terme de même, il n'est pas toujours évident pour les professionnels de percevoir les défauts à court terme de leurs projets.

L'objectif de la concertation est donc de concilier les deux visions d'un même territoire afin d'arriver à réunir développement, bien-être et implication de la population.

B. Exemple d'évolution : les nouveaux rôles des espaces publics dans les villes

L'introduction du développement durable dans les réglementations et dans les objectifs implique une évolution des villes. Ainsi elles doivent maintenant prendre en compte le critère de bien-être social qu'on a longtemps relayé au second plan.

1. De nouveaux objectifs

Les espaces publics sont centraux dans les villes puisqu'ils représentent à la fois des lieux de passage, de connexion, de rencontre... Il convient donc de les aménager de façon à permettre toutes ces pratiques et à les rendre vivants et accueillants puisqu'ils représentent la vie dans la ville.

Les espaces publics sont donc la vitrine de la ville et de la façon dont elle gère des problématiques internationales telles que le réchauffement climatique, la perte de la biodiversité ou l'artificialisation croissante des sols de façon locale. Ainsi le type d'entretien demandé ou la présence d'espèces végétales locales sont des symboles de la prise en compte des nouvelles priorités. Ces espaces doivent donc être travaillés pour s'adapter aux besoins des villes et de ses habitants tout en respectant les enjeux mondiaux qui sont à présents à l'esprit de tous.

2. Etude de cas : les zones de rencontre à Metz

La ville de Metz était pionnière dans la mise en place des zones piétonnes. Elle est maintenant une des premières à expérimenter les zones de rencontre. Celles-ci consistent à mettre en place des zones au sein desquelles les véhicules motorisés cohabitent avec les cyclistes et les piétons. La nouveauté se trouve dans le fait que chaque usager doit donner la priorité à celui qui est plus vulnérable que lui. Ainsi c'est aux voitures à faire attention aux piétons qui peuvent maintenant circuler librement sur la chaussée.

L'objectif de ce type d'aménagement est de réduire l'usage de la voiture en rendant les modes de transport alternatifs plus attrayants afin de réduire les consommations d'énergie. Il permet également de rendre plus agréable les espaces situés au cœur de la ville, puisque les piétons y sont rois. Pour mener ce projet à bien, la ville de Metz a mis à contribution le mobilier urbain afin de matérialiser tout de même les espaces uniquement piétons et les zones de rencontre. Ce compromis est tout de même critiquable, puisqu'il revient à séparer les espaces dévolus aux piétons de ceux ouverts à la circulation automobile.

Pourtant ce projet offre une ambiance toute particulière au cœur de ville puisque ces espaces sont situés dans des zones qui sont fortement fréquentées par les piétons, car bordées de bars et de restaurants. Ce type d'aménagement permet donc à la fois de combiner des objectifs de réduction de pollution et de consommation d'énergie, mais également d'améliorer la qualité de vie des utilisateurs et des riverains des espaces concernés. Pour autant l'évaluation du succès de ces ambitions reste une gageure puisque difficilement quantifiable comme beaucoup de projets dont l'objectif est de correspondre au développement durable.

C. L'influence de l'actualité mondiale sur les aménagements français et les attentes en terme de durabilité

L'omniprésence des médias et la quantité d'informations relayées ont une incidence sur la culture de la population, mais également sur son état d'esprit et ses priorités. Ainsi l'actualité mondiale joue un grand rôle sur les préoccupations soulevées lors de la mise au point des projets d'aménagement du territoire.

1. Les catastrophes naturelles

Le premier exemple concerne la prise en compte des risques naturels dans les projets. Ainsi le récent tsunami au Japon qui a endommagé une centrale nucléaire a entraîné une série de vérifications en France sur l'état de protection et d'entretien de nos propres centrales.

Cet évènement a également relancé le débat contre le nucléaire et dans le même temps pour la recherche de production d'énergies propres. Ces évènements qui se produisent à des milliers de kilomètres de la France et qui ont un fort impact sur les politiques nationales sont la preuve que l'aménagement doit maintenant se penser à une échelle globale. En effet, avec l'avancée des technologies, tous les évènements locaux prennent très rapidement une dimension internationale.

2. La pauvreté

De la même façon, nos modes de consommations qui se veulent plus responsables sont intimement liés avec la culpabilité que les pays occidentaux ressentent lorsqu'ils sont confrontés avec la pauvreté qui règne dans certains pays. Ainsi les français deviennent plus attentifs à la provenance des produits qu'ils consomment, à leurs conditions de fabrication ou au gaspillage qui, même s'il diminue, constitue toujours une forte proportion de nos achats.

Ce type de prise de conscience permet de mettre en place des systèmes pour réduire et gérer les déchets plus efficacement, tels que le tri ou la réduction des emballages des produits à la vente. Une part de plus en plus large de la population décide de la même façon d'abandonner les anciens modes de déplacement au profit de modes alternatifs tels que les transports en commun ou les déplacements doux.

L'évolution des consciences semble donc être indispensable si on veut que de nouvelles pratiques soient acceptées et intégrées. L'aménagement du territoire doit donc évoluer en même temps que la population, tant dans la forme que les projets prennent (avec la concertation) que dans les objectifs visés (réduction des véhicules par exemple). Ceci pour permettre une réelle évolution progressive et englobant toute la société.

Conclusion

Le développement durable est à la fois un terme à la mode, un outil marketing, mais également un concept dont l'objectif est de révolutionner nos modes de vie afin de modifier l'impact de l'Homme sur le monde. Son influence est donc très grande, tant sur notre consommation que sur notre façon d'occuper l'espace et de transformer notre environnement. Ainsi, de par sa nature même, l'aménagement du territoire est un des leviers qui permettra l'évolution des mentalités et de l'utilisation des sols.

Nous avons pu établir que le cadre réglementaire français a commencé à être adapté à ces exigences à partir de 1995 alors que la première conférence des Nations Unies sur les dangers de nos modes de développement date de 1972. Depuis cette date, des commissions et des sommets internationaux ont été organisés très régulièrement afin de mettre au point des outils opérationnels au service des autorités locales. L'objectif étant de leur faciliter la mise en place de projets soutenant une démarche commune : rendre le développement de tous les Etats durable. Les lois françaises forment donc maintenant un cadre ouvert qui demande pour chaque projet la prise en compte de tous les aspects du développement : l'environnement, le social et l'économie. Pourtant, même si le cadre législatif est un indicateur sur les priorités réorientées du gouvernement, elles ne sont pas la preuve de leur application opérationnelle. En effet, les acteurs de l'aménagement sont souvent les décideurs locaux, qui doivent donc à leur tour appliquer les nouveaux outils fournis, lors du montage de projets sur leur territoire.

Actuellement, l'aménagement du territoire est fortement influencé par la réalisation d'agendas 21 locaux. Ce sont des ensembles de projets qui ont pour objectif de modifier l'impact de la société sur l'environnement. Ainsi, les collectivités territoriales qui les appliquent ont une réelle influence sur leur façon d'occuper le sol. Pourtant, même si les agendas 21 locaux sont maintenant obligatoires, ils tardent à être mis en place. La législation continue donc d'évoluer, afin de compléter les lois existantes. Pour autant, il est pratiquement impossible d'évaluer combien les pratiques changent et de quelle façon. Le développement durable semble donc avoir une influence sur les textes et les outils de l'aménagement, mais cet impact est difficilement quantifiable sur les opérations.

Pour contribuer à changer les mentalités, de nombreuses formations existent pour le public. Les futurs professionnels, quant à eux, ne sont pas égaux face à cela. Dans un certain nombre de cas, le terme même de développement durable est dans le titre du diplôme préparé, mais il reste difficile d'évaluer à quel point ce concept a modifié les formations au cours des dix dernières années. En effet, la notion aborde différents aspects qui ont toujours influencés l'aménagement, mais son originalité est la gestion intégrée des différents enjeux du territoire. Pourtant, la concertation qui existe entre les professionnels et les institutions formatrices permet de favoriser leur évolution dans le sens de la durabilité.

Actuellement, les attentes du public et les projets évoluent également : les principes du développement durable impliquent une nouvelle façon de les gérer grâce à la concertation. Cette étape impose aux professionnels de mettre au point des réalisations qui tiennent compte des volontés de la population. Or celle-ci est de mieux en mieux sensibilisée aux enjeux mondiaux. De la même façon que les mentalités se transforment, les aménagements s'adaptent et semblent mettre le bien-être social et le

respect de l'environnement au centre des préoccupations des autorités locales, le volet économique restant un enjeu central du développement d'un territoire.

L'introduction du développement durable semble bel et bien avoir modifié les pratiques de l'aménagement du territoire. Pourtant cette influence est difficilement quantifiable, compte-tenu du fait que chaque territoire possède ses propres caractéristiques et que la mise en place d'une grille d'évaluation universelle est de ce fait quasiment impossible.

Bibliographie

Livres

- ALVERGNE, Christel, MUSSO, Pierre, *Les grands textes de l'aménagement du territoire et de la décentralisation*. Paris, 2003. 400p.
- AUBERTIN, Catherine, VIVIEN, Franck-Dominique, *Le développement durable : enjeux politiques, économiques et sociaux*. Paris, 2006. 143p. (Les Etudes de la Documentation française).
- FLIPO, Fabrice, *Le développement durable*, Rosny, 2007. 125p. (collection Thèmes et Débats société)
- LACOUR, Claude, DELAMARRE Alette, *40 ans d'aménagement du territoire*. Paris, 2003. 153p. (collection Territoires en mouvement).
- LAZZERI, Yvette, *Le développement durable : du concept à la mesure*. Paris, 2008. 153p. (collection Emploi, industrie et territoire).
- MANCIBO, François, *Développement durable*. Paris, 2008. 125p. (collection La collection universitaire de poche)
- MAZET, Pierre, *Aménagement du territoire*. Paris, 2000. 177p. (collection Compact)
- MERLIN, Pierre, CHOAY, Françoise, (directeurs de publication), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris, 2010. 843p.
- SACHS, Ignacy, *L'écodéveloppement : stratégies de transition vers le XXI^e siècle*. Paris, 1993. 120p. (collection Alternatives économiques).
- VILLALBA, Bruno, *Appropriation de développement durable : émergences, diffusions, traductions*. Villeneuve d'Ascq, 2009. 387p. (collection Espaces politiques).
- WACHTER, Serge, *L'aménagement durable : défis et politiques*. Paris, 2002. 195p. (collection Bibliothèque des territoires).
- WACKERMAN, Gabriel, (Directeur de publication), *L'aménagement du territoire français : hier et demain*. Paris, 1996. 467p. (collection Mobilité spatiale).

Revues

- BERTHIER, Isabelle. « Metz. Zones de rencontre, priorité à plus petit que soi ». *Diagonal. Revue des équipes d'urbanisme*, n°182, 2010. P. 50 – 52.
- LEMONIER, Marc. « Un art de la juste mesure ». *Diagonal. Revue des équipes d'urbanisme*, n°182, 2010. P. 34 – 37.
- SOUAMI Taoufik. « Le développement durable change-t-il le monde des urbanistes ? Vers une structuration du milieu professionnel ? ». *Les annales de la recherche urbaine*, n°104, 2008. P. 18 – 27.
- VAN YPERSELE Jean-Pascal. « Climat et développement durable après le Nobel de la Paix ». *Les Cahiers de l'Urbanisme*, n°66, 2008. P. 8 – 11.

Thèses et Mémoires

BERTRAND, François, *Planification et développement durable : vers de nouvelles pratiques d'aménagement régional ?* 589 feuilles.

Thèse pour l'obtention du grade de Docteur en Aménagement de l'Espace et Urbanisme. Université de Tours : CITERES UMR CNRS n°6173, 2003/2004.

BROUSSAN, Mathieu, HOUSARD, Victor, LEHMANN, Aurélie, MANSON, Jérôme, MILLIOZ, Jérémie. *En quoi l'évolution d'une formation à l'aménagement, de sa fondation à ce jour, est indépendante et dépendante de l'évolution des politiques d'aménagement en matière d'environnement, d'urbanisme et des territoires ?* 35 feuilles.

Projet de Fin d'Etudes : Génie de l'Aménagement. Université de Tours : EPU-DA, 2010.

Rapports

Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies, *Notre Avenir à Tous*. 349 feuilles.

Rapport commandé par les Nations Unies, 1987.

FREBAULT, Jean, POUYET, Bernard, *Renforcer les formations à l'Urbanisme et à l'Aménagement*. 286p.

Rapport commandé par les ministères de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche et par le ministère de l'Equipeement, des Transport, du Logement, du Tourisme et de la Mer, 2008.

Déclarations des Nations Unies

La déclaration de Stockholm, Conférence des Nations Unies sur l'Environnement, Stockholm, 5 et 6 juin 1972. 6p.

La déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Sommet Planète Terre, Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3 – 14 juin 1992. 6p.

La charte d'Aalborg, Conférence européenne sur les villes durables, Aalborg, 27 mai 1994. 7p.

La déclaration de Thessalonique, Conférence internationale : Environnement et société : Education et sensibilisation du public à la viabilité, Thessalonique, 8 – 12 décembre 1997. 4p.

La charte de la Terre, Commission de la Charte de la Terre, Pays-Bas, 2000. 4p.

Les accords de Bristol, Office of the Deputy Prime Minister, Bristol, 6 – 7 décembre 2005. 20p.

La charte de Leipzig sur la ville européenne durable, EU, Leipzig, 2007. 3p.

Lois et chartes

Loi portant sur la création de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. (19 décembre 1990)

Loi d'orientation pour la ville (13 juillet 1991)

Loi sur la protection et la mise en valeur des paysages (8 janvier 1993)

Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement (2 février 1995)

Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (4 février 1995)

Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (25 juin 1999)

Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (13 décembre 2000)

Charte constitutionnelle de l'environnement (1^{er} mars 2005)

Loi Grenelle 1 (3 août 2009)

Loi portant engagement national pour l'environnement (12 juillet 2010)

Loi Grenelle 2 (12 juillet 2010)

Sites web

ADEME, « Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie », in ADEME, <http://www2.ademe.fr>, 10/05/2011

APERAU, « Accueil », in APERAU, <http://aperau.org/accueil.html>, 10/05/2011

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITES, « Le développement durable », in *International Association of Universities*, <http://www.iau-aiu.net/>, 10/05/2011

ASSOCIATION NACCICA, « Biodiversité, le piège des mesures compensatoires » in *Nature et Citoyenneté en Crau, Camargue et Alpilles*, <http://www.nacicca.org>, 10/05/2011

COMITE 21, « Agendas 21 de Territoires », in *Le portail des Agendas 21 en France*, <http://www.agenda21france.org/>, 10/05/2011

COPERNICUS CAMPUS, « The Lüneburg Declaration » in *Higher Education for Sustainability - The Lüneburg Process*, <http://www.lueneburg-declaration.de>, 10/05/2011

DATAR, « L'Observatoire des territoires », in *Portail de l'Aménagement du Territoire*, <http://www.territoires.gouv.fr/>, 10/05/2011

FDF, CELAVAR, UNCPIE, FPNR, « Naissance et évolution du concept », in *Base de données d'acteurs ruraux du développement durable en Europe*, <http://europe-sustainable-development-actors-database.net/>, 10/05/2011

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, « Grenelle de l'environnement », in *FNE, Partout où la nature a besoin de vous*, www.fne.asso.fr, 10/05/2011

ICLEI, « Programs », in *Local Governments for Sustainability*, <http://www.iclei.org/>, 10/05/2011

IPSOS, « Le développement durable : quelle réalité pour les Français ? », in *Ipsos*, www.ipsos.fr, 10/05/2011

L'ACTUALITE PROFESSIONNELLE DU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT, « Accueil », in *Actu-environnement*, <http://www.actu-environnement.com>, 10/05/2011

LA DOCUMENTATION FRANCAISE, « Rapport d'évaluation du Grenelle de l'environnement », in *La documentation française, le réflexe pour s'informer*, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>, 10/05/2011

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT, « Construction, urbanisme, aménagement et ressources naturelles », in *Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement*, <http://www.developpement-durable.gouv.fr>, 10/05/2011

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT, « Lois », in *Le Grenelle Environnement*, <http://www.legrenelle-environnement.fr/>, 10/05/2011

NATIONS UNIES, « Action 21 » in *UN Department of Economic and Social Affairs. Division for Sustainable Development*, <http://www.un.org/fr/>, 10/05/2011

OBSERVATOIRE NATIONAL DES AGENDAS 21 LOCAUX, « Agendas 21 locaux France », in *Observatoire national des agendas 21 locaux et pratiques territoriales de développement durable*, <http://www.observatoire-territoires-durables.org/>, 10/05/2011

RARE, « Développement durable », in *Réseau des Agence Régionales de l'Energie et de l'Environnement*, <http://www.rare.fr/>, 10/05/2011

REPUBLIQUE FRANCAISE, « Les textes législatifs et réglementaires », in *Legifrance*, <http://www.legifrance.gouv.fr>, 10/05/2011

SFU, « Formation », in *Portail des urbanistes français*, www.urbanistes.com, 10/05/2011

SOCIETE VERDURA, « Historique du développement durable », in *Verdura, le portail du développement durable*, <http://www.vedura.fr>, 10/05/2011

THE EARTH CHARTER INITIATIVE, « Home », in *The Earth Charter Initiative*, <http://www.earthcharterinaction.org>, 10/05/2011

VILLE D'ALBI, « Développement durable. Agenda 21 » in *Ville d'Albi*, <http://www.mairie-albi.fr/>, 10/05/2011

Table des figures

Figure 1 : présence formelle de certains termes dans les lois qui concernent l'aménagement du territoire en France.	20
Figure 2 : le plan d'action afin de remplir l'objectif fixé par la fiche-action n°41. Soucre : http://www.mairie-albi.fr	27
Figure 3 : Etude des titres des formations en urbanisme	31

Table des matières

Remerciements	6
Sommaire	7
Introduction	8
I. Apparition de l'aménagement du territoire et du développement durable à des moments de l'histoire très différents	10
A. Apparition du terme et du concept développement durable	10
1. Un long travail de sensibilisation	10
a. 1951 : le premier rapport de l'UICN	10
b. 1970's : les gouvernements sont réfractaires à l'idée du développement durable	10
c. 1980's : prise de conscience de l'état de dégradation de la Terre	11
d. 1990's : des actions doivent être entreprises pour éviter la destruction de la Terre	11
e. 2000's : un premier bilan	11
2. Les chartes et déclaration internationales : pour une implication de tous	12
a. La déclaration de Stockholm (1972)	12
b. La déclaration de Rio (1992)	12
c. La charte d'Aalborg (1994)	13
d. La déclaration de Thessalonique (1997)	13
e. La charte de la Terre (2000)	13
f. Les accords de Bristol (2005)	14
g. La charte de Leipzig (2007)	14
h. Le cadre de référence européen pour la ville durable (2008)	14
B. L'aménagement du territoire avant le développement durable : la reconstruction et l'équilibre comme priorité	15
1. Ses principes avant 1995	15
2. Les grands projets et les mesures compensatoires : une protection insuffisante	16
3. Les lois ne tiennent pas compte du développement durable entre 1990 et 1995	17
a. Loi portant création de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (19 décembre 1990)	17
b. Loi d'orientation pour la ville (13 juillet 1991)	17
c. Loi sur la protection et la mise en valeur des paysages (8 janvier 1993)	17
C. Création d'un lien formel entre aménagement et développement durable ...	18
1. Loi relative au renforcement de la protection de l'environnement (2 février 1995)	18

2. Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (4 février 1995).....	18
3. Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (25 juin 1999).....	19
4. Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (13 décembre 2000)	19
5. Loi portant engagement national pour l'environnement (12 juillet 2010).....	19
II. Les applications de ces textes de loi.....	22
A. La charte constitutionnelle, les Agendas 21 et les Grenelles de l'environnement.....	22
1. Charte constitutionnelle de l'environnement : symbole d'une nouvelle priorité nationale.....	22
2. Agendas 21	22
a. Mise en place.....	22
b. La démarche Agenda 21	23
3. Le processus Grenelle.....	24
a. L'environnement comme nouvelle priorité	24
b. La première loi	24
c. La seconde loi.....	25
B. Deux exemples de l'application du développement durable	25
1. L'Agenda 21 de la ville d'Albi.....	25
2. Grenelle de l'environnement	28
C. Une évaluation des résultats problématique	28
1. Evaluation des Agendas 21	28
2. Evaluation des Grenelles	29
III. L'introduction de la notion de développement a-t-elle entraîné une évolution des formations ?.....	30
A. Former la population au développement durable	30
B. Une évolution de l'offre en termes de formation en aménagement du territoire	31
1. Introduction formelle du terme « Développement durable » dans les intitulés des diplômes	31
2. Une modification des enseignements ? L'exemple du CESA/DA	32
a. Présentation de la formation.....	32
b. Les plaquettes présentant l'école n'intègrent pas le terme développement durable jusqu'en 2000.....	32
3. De nouveaux objectifs pour les formations en aménagement	33
IV. De nouveaux projets d'urbanisme	35
A. La concertation au cœur de l'aménagement.....	35
1. L'obligation de mettre en place cette étape.....	35
2. Les attentes du public	35
B. Exemple d'évolution : les nouveaux rôles des espaces publics dans les villes	36

1. De nouveaux objectifs	36
2. Etude de cas : les zones de rencontre à Metz	36
C. L'influence de l'actualité mondiale sur les aménagements français et les attentes en terme de durabilité.....	37
1. Les catastrophes naturelles	37
2. La pauvreté	37
Conclusion.....	38
Bibliographie	40
Table des figures	44
Table des matières	45

CITERES

UMR 6173

*Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés*

Equipe IPA-PE

*Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement*



Département Aménagement
35 allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS cedex 3

Directeur de recherche :
Larribe Sébastien

Zeiner Séverine
Projet de Fin d'Etudes
DA5
2010-2011

Titre : Aménagement et développement durable. Quelle est l'influence de l'introduction de la notion de développement durable sur l'aménagement du territoire ?

Résumé :

Le développement durable est une notion dont on entend beaucoup parler dans les médias et autour de chaque projet qui touche le territoire. Pour autant, cette communication est-elle le reflet d'une modification de la pratique de l'aménagement ou un simple effet marketing ?

Le cadre législatif français a été modifié au cours des quinze dernières années afin de prendre en compte ce nouvel enjeu de nos territoires. Les Nations Unies et l'Union Européenne ont produit de nombreux textes afin de contrôler et d'aider à l'introduction de la durabilité dans les projets qui transforment les pays.

Pour pouvoir encadrer ces actions, les agendas 21 locaux permettent de définir les objectifs à atteindre. De plus l'étape de concertation qui est obligatoire dans leur mise en œuvre permet à la population d'exprimer ses attentes en termes de respect de l'environnement, de bien-être social et de développement économique. En outre sensibiliser le public et les professionnels à ces enjeux mondiaux est également central pour faire évoluer les projets.

Au terme de cette recherche, on peut donc conclure que le développement durable a non seulement modifié les mentalités et les attentes du public et des autorités locales, mais il a également commencé à transformer la pratique de l'aménagement du territoire, même si cet impact est difficilement quantifiable.

Mots clés : aménagement du territoire, développement durable, agendas 21, Nations Unies, législation française, formations, chartes.